



14ème législature

Question N° : 31648	De Mme Brigitte Allain (Écologiste - Dordogne)	Question écrite
Ministère interrogé > Éducation nationale		Ministère attributaire > Éducation nationale
Rubrique >enseignement maternel et primaire : personnel	Tête d'analyse >directeurs d'école	Analyse > exercice de la profession.
Question publiée au JO le : 09/07/2013 Réponse publiée au JO le : 03/12/2013 page : 12699		

Texte de la question

Mme Brigitte Allain appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la dégradation des conditions de travail des directrices et directeurs d'écoles. Alors que la refondation de l'école vient d'être adoptée et que le nombre de tâches assumées par ces personnels va nécessairement augmenter avec l'organisation de la semaine à quatre jours et demi, les moyens humains mis à leur disposition demeurent très insuffisants. Si le renouvellement de 12 000 emplois de vie scolaire (EVS) a été confirmé, rien n'indique qu'ils seront fléchés vers l'indispensable aide administrative des directrices et des directeurs d'école. De plus, ces EVS restent soumis à un régime particulièrement précaire : manque de formation, contrat à durée déterminée, absence de reconnaissance des acquis par certification. Aussi, elle lui demande de préciser quelle proportion des emplois de vie scolaire le Gouvernement entend mettre à disposition des directrices et directeurs d'écoles, et quelles mesures seront prises pour sécuriser le statut de ces EVS. Elle lui demande également dans quels délais une réflexion plus large sur le métier de directeur d'école sera engagée.

Texte de la réponse

Le Gouvernement est pleinement déterminé à consolider les dispositifs d'aide administrative et éducative mis en oeuvre dans les écoles et les établissements scolaires. L'école de la République remplit ses missions grâce, notamment, au concours des personnels non-enseignants recrutés par contrat, qui accomplissent des tâches importantes pour la vie des établissements. Pour la rentrée 2013, le Gouvernement a décidé le renouvellement de 12 000 contrats uniques d'insertion qui arrivaient à leur terme, mais également le recrutement de 30 000 contractuels supplémentaires. Parmi ces derniers, plus de 10 000 agents vont venir renforcer la présence des adultes dans les collèges et les lycées qui en ont le plus besoin, près de 12 000 emplois vont être pourvus sur des fonctions de soutien administratif et éducatif auprès des directeurs d'école, et 8 000 personnes se destinent à l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Tous bénéficieront d'une formation afin de faciliter leur insertion professionnelle ultérieure. Les dispositifs de contrats aidés poursuivent ainsi un objectif de qualification. À ce titre, une formation facilitant leur insertion professionnelle vers un emploi durable à l'issue du contrat sera proposée à l'ensemble des bénéficiaires. S'agissant des personnels chargés de l'accompagnement des enfants porteurs de handicap, le besoin de formation est évalué à 120 heures dont 60 heures pour l'adaptation à l'emploi. Pour les personnels non AVS, le besoin de formation pour l'adaptation à l'emploi sera de 20 heures. Au cours des deux années du contrat, des formations d'insertion professionnelle à hauteur de 60 heures seront organisées pour tous les agents à raison de 30 heures la première année et de 30 heures la seconde année. À l'heure où la priorité accordée à la jeunesse se traduit, non seulement dans les textes, mais désormais sur le terrain, le ministère de l'éducation nationale veillera à ce que ces nouveaux personnels trouvent toute la place qu'ils méritent au sein de



l'éducation nationale.